

Le lien

Feuille de chou du Mirail en mouvement

#1

Raymond Aron disait, dans son analyse de Mai 68, qu'on avait alors « joué à la révolution », comme on jouerait une pièce de théâtre mais qu'on ne l'avait certainement pas faite. La révolution, un peu plus de 40ans plus tard, on n'ose même plus dire son nom.

Lors des dernières AG à la fac du Mirail, dans les interventions il y avait de la rage, de la révolte, de la colère... Pourtant, à bien écouter les revendications, derrière la virulence des interventions ça ne sentait pas la soif de révolution, bien au contraire... Derrière l'engagement des discours résonnait le réformisme, la résignation à ne changer que des modalités de l'ordre établi, la demande de réforme tournée vers les maîtres élus, l'affirmation de leur souveraineté, de leur autorité et de leur compétence à résoudre nos problèmes.

La démission d'un ministre ? Qu'est ce que ça veut dire exactement ? Qu'on veut qu'il soit remplacé par un autre ? Qui croit encore que cela changerait quoi que ce soit ?

L'amélioration des conditions d'étude ? A quoi bon si nos universités servent avant tout à nous former, à nous formater en bons petits cadres prêts à aller se vendre sur le marché du travail ?

Plus de fric pour les facs et la biodiversité ? Envisager l'argent comme une solution et non comme un problème, voilà qui semble être une manière bien capitaliste d'appréhender la chose.

Par ailleurs, « plus de fric et de meilleures conditions de travail », c'est aussi ce que demandent les policiers qui manifestaient la semaine dernière à Paris... Ça donne à réfléchir.

Chacune de ces revendications, chacune de ces demandes réaffirme notre volonté d'intégration, notre attente envers le système capitaliste et ses dirigeants, notre acceptation d'être dirigé-e-s. Et cette dimension se retrouve logiquement dans les modes d'action:

manifestations bien encadrées, pétitions, négociations... qui sont toujours tournées vers les dirigeants et jamais contre eux, jamais sans eux.

Et avant tout, si ces revendications étaient satisfaites par le gouvernement, rentrerions nous toutes et tous chez nous bien heureux-x d'avoir gagné, d'avoir été entendu-e-s... mais, à bien y regarder, de n'avoir presque rien changé au grand désastre qui nous entoure?

Pour certain-e-s, peut-être en recherche de débouchés syndicaux et politiques, ces revendications sont « stratégiques » ou « réalistes » parce qu'elles sont « gagnables », c'est à dire recevables par les pouvoirs publics et négociables avec ceux-là.

Mais pour quiconque rejetterait les dirigeants et désirerait autre chose qu'un capitalisme plus juste, de telles revendications ne peuvent conduire qu'à une défaite, et sont en elles-mêmes une défaite, puisqu'elles ne visent qu'à la réforme, puisqu'elles reconnaissent la prédominance de la logique économique, puisqu'elles réaffirment notre attente envers les maîtres.

Se pose alors la question : « **Qu'est ce que pourrait être notre victoire ?** ».

Depuis deux semaines, on a pu entendre à répétition « *quel est le lien entre le barrage de Sivens, les violences policières et les conditions d'étude ?* ». Le slogan « *Du fric pour les facs, les lycées et la biodiversité, pas pour la police et l'armée* » avait au moins le mérite, avouons le, de tenter d'apporter une réponse à cette question en créant un lien entre les trois thèmes: l'argent. Il en faudrait plus pour certaines choses et moins pour d'autres. Si nous faisons face à des problèmes sociaux, environnementaux, politiques etc la solution serait d'avoir plus d'argent ou tout du moins une meilleure distribution de celui-ci.

Partons du postulat inverse: l'argent n'est pas la solution mais un des problèmes. Le lien entre tout ça, mais aussi entre bien d'autres choses, c'est la transformation en produit de tous les

aspects de nos existences et l'expropriation qui l'accompagne. L'économie a envahi nos existences et nous en a dépossédé. De l'enseignement à la « gestion de la nature » en passant par la sécurité, les espaces, les déplacements, les relations, la culture, les opinions etc il n'est pas une dimension qui échappe à cette subordination à la logique économique. Si bien que plus aucune d'entre elles ne semble être notre, si bien que nous en sommes réduits à les consommer tandis que d'autres les gèrent pour nous, tandis que d'autres gèrent nos existences.

Ainsi, l'enjeu ne serait pas une potentielle augmentation des budgets alloués aux facs et à la biodiversité mais belle et bien une réappropriation des différentes dimensions de nos existences, à commencer, pour les étudiants, par leur facs.

Il est temps d'arrêter de demander naïvement à nos dirigeants – pardon, à nos représentants - de bien vouloir respecter notre volonté et de ne pas nous imposer la leur, de bien vouloir nous redonner ce qu'ils nous ont pris.

Il est temps de viser un peu plus loin que des réformes, que des améliorations du système en place pour le rendre plus supportable... et surtout, il est temps de faire par nous même.

La position passive d'attente et de demande a fait son temps, vient maintenant celui de créer nous même le changement que nous voulons voir advenir.

Nous n'obtiendrons jamais l'annulation des Grands Projets Inutiles et Imposés en la demandant poliment. Nous ne nous réapproprierons jamais nos facs, nos vies, nos villes et nos territoires en demandant à ceux

qui les exploitent de bien vouloir nous les rendre.

S'il y a bien une leçon à tirer des ZAD, c'est qu'en occupant des lieux on peut à la fois s'opposer en actes aux projets et conceptions qui nous sont imposés, et faire émerger, dans les faits, d'autres possibles, d'autres modèles d'existence et les défendre.

Occuper un espace c'est se le réapproprier, c'est le faire notre et y développer une vie collective. Occuper c'est avant tout se rencontrer et tisser des liens entre ce qui n'était auparavant qu'isolement et inconnu. Occuper c'est prendre en main nos besoins et réorganiser ensemble nos existences au sein d'un ensemble, pas forcément homogène mais solidaire.

L'occupation est l'ancrage de la lutte dans la quotidienneté. C'est une lutte permanente qui ne s'arrête pas à un moment donné de la journée contrairement à la manifestation qui, elle, commence et se termine à une heure précise. Occuper c'est donc aussi se donner le temps nécessaire à toute élaboration d'une lutte à travers des discussions, réflexions, débats et même engueulade.

L'occupation n'est pas une demande tournée vers des dirigeants, c'est une affirmation de notre capacité à nous organiser sans eux.

Occupons cette fac, réapproprions nous notre fac. Mangeons-y, dormons-y, vivons-y ensemble, afin de nous donner le temps de mettre en place, d'une part, des moyens de nous opposer à ceux qui nous imposent leurs vues, et d'autre part des moyens de reprendre en main nos existences.

**Pour la réappropriation de nos facs, de nos vies et de nos territoires.
Occupation !!**